

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL

**mettant en demeure la société ATELIERS LR ETANCO
pour les installations qu'elle exploite au 9 rue du clos Reine à Aubergenville (78410)**

**LE PRÉFET DES YVELINES
Chevalier de l'ordre national du mérite**

VU le Code de l'environnement, et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1 et L. 514-5 ;

VU l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 ;

VU le décret du 7 février 2024 portant nomination de Monsieur Frédéric Rose en qualité de Préfet des Yvelines ;

VU l'arrêté n° 78-2024-03-04-00014 du 4 mars 2024 portant délégation de signature à Mme Emmanuelle GAY, directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation n°04-209/DUEL du 28 octobre 2004 délivré à la société SCI du Clos Reine pour l'exploitation d'un entrepôt implanté 9 rue du clos Reine à Aubergenville ;

VU la décision DRIEAT-IDF n° 2024-0188 du 11 mars 2024 portant subdélégation de signature du préfet des Yvelines ;

VU le récépissé du 3 août 2007 donnant acte à la SCI Alpha Pyrénées Athis Mons de sa déclaration de succession à la SCI Du clos Reine dans l'exploitation de l'entrepôt susvisé ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire du 17 juillet 2011 modifiant le classement ICPE du site ;

VU la preuve de dépôt en date du 16 avril 2020 prenant acte du changement d'exploitant, le site étant désormais exploité par la SCI COLAUBERGENVILLE ;

VU la preuve de dépôt en date du 13 janvier 2021 prenant acte du changement d'exploitant, le site étant désormais exploité par la société AZ INVEST, dont le siège

social est situé à Gonesse (95500), 41 rue d'Aulnay, avec reprise totale des activités du site d'Aubergenville, 9 rue du Clos Reine ;

VU la déclaration de changement d'exploitant du 1^{er} mars 2022 adressée par la société ATELIERS LR ETANCO, dont le siège social se trouve au 66 route de Sartrouville, Bâtiment 1 du parc des érables, 78230 Le Pecq, pour l'exploitation d'un entrepôt, à la suite de la société AZ INVEST, sur la commune d'AUBERGENVILLE (78410) 9, rue du clos Reine en ZI d'Aubergenville ;

VU le rapport faisant suite à l'inspection réalisée le 5 mai 2023 ;

VU le courrier du 15 novembre 2023 adressé à la société ATELIERS LR ETANCO prenant acte du changement d'exploitant pour l'exploitation du site ;

VU le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure transmis à la société ATELIERS LR ETANCO par courrier du 02 janvier 2024 dont la société a accusé réception le 04 janvier 2024 ;

VU le courriel du 17 janvier 2024 par lequel la société ATELIERS LR ETANCO fait part de ses observations sur le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure ;

CONSIDÉRANT que lors de l'inspection du 5 mai 2023 du site exploité par la société ATELIERS LR ETANCO à Aubergenville il a été relevé notamment les manquements suivants :

- l'état des stocks ne fait pas mention des différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets stockés ;
- l'exploitant ne dispose pas d'un état sous format synthétique permettant de fournir une information vulgarisée sur les éléments présents au sein de chaque zone de stockage (typologie de produit stocké et nature des dangers (physique, santé, danger pour l'environnement, ...)) ;
- les produits inflammables et les aérosols sont stockés sans séparation physique avec les autres stockages ;
- en attendant l'aménagement du local de charge de la cellule 2, la zone de charge est installée à proximité immédiate des racks ;
- le nombre de poteaux incendie n'est pas cohérent entre le rapport de contrôle et le plan ;
- 3 poteaux incendie sont situés en bordure du parking servant de zone de rétention des eaux incendie : le recours à ces poteaux n'est pas garanti ;
- les aires de stationnement des engins de secours ne sont pas matérialisées au sol ;
- aucune procédure n'est établie pour s'assurer que ces aires seront libérées, en cas de sinistre, avant l'arrivée des secours ;
- le dernier rapport de contrôle du sprinklage fait apparaître de nombreuses anomalies ;
- les derniers rapports de contrôle du système de désenfumage relèvent des anomalies ;
- le dernier rapport de contrôle du système de détection et d'alarme incendie conclut que le système présente des dysfonctionnements ;
- l'alarme incendie n'est pas audible en tout point de l'entrepôt ;

- compte tenu de la présence de locaux à risques, le sous-sol ne peut pas servir de zone de rétention des eaux incendie ;
- l'imperméabilité de la zone imperméabilisée au sud servant de rétention des eaux d'extinction d'incendie n'est pas garantie ;
- le volume de rétention des eaux d'extinction incendie disponible n'est pas suffisant par rapport au volume calculé par la méthode D9A;

CONSIDÉRANT que l'absence des mentions des différentes familles de danger dans l'état des stocks et l'absence d'un état des stocks synthétique compréhensible par les pouvoirs publics sont susceptibles de nuire à la bonne gestion d'un événement accidentel ;

CONSIDÉRANT la nature inflammable du contenu des générateurs d'aérosols, le stockage d'aérosols extrêmement inflammables ou inflammables de catégorie 1 ou 2 contenant des gaz inflammables de catégorie 1 ou 2 ou des liquides inflammables de catégorie 1 présente un risque important d'incendie, avec des problématiques de propagation rapide du feu, du fait notamment des BLEVE des aérosols et des conditions d'extinction particulièrement difficiles ;

CONSIDÉRANT ainsi que le stockage d'aérosols et des produits inflammables sans séparation physique avec les autres stockages est susceptible d'augmenter et/ou d'aggraver les phénomènes dangereux susceptibles de se produire sur le site ;

CONSIDÉRANT que dans son courrier du 17 janvier 2024, l'exploitant a précisé que les aérosols et les produits inflammables seraient séparés des autres stockages d'abord au sein de l'allée 3X de la cellule C3 puis, d'ici la fin de l'année 2024, dans un local dédié et adapté au sein de la cellule 4 ;

CONSIDÉRANT que la séparation au sein de l'allée 3X de la cellule C3 devrait permettre de répondre aux exigences réglementaires, en attendant le stockage au sein d'un local dédié de la cellule 4 ;

CONSIDÉRANT que la présence d'une zone de charge à proximité immédiate des stockages est également susceptible de générer des risques supplémentaires ;

CONSIDÉRANT que dans son courrier du 17 janvier 2024, l'exploitant a évoqué les 3 solutions à l'étude concernant la zone de charge située à proximité immédiate des racks en cellule 2 ;

CONSIDÉRANT qu'à ce stade aucune solution n'a été retenue, qu'aucune demande de dérogation n'a été sollicitée et que les informations communiquées ne permettent pas de :

- déterminer si la zone de charge installée à proximité immédiate des racks en cellule 2 présente un risque lié à l'émanation de gaz (production d'hydrogène) ;
- de comprendre les raisons empêchant l'utilisation en journée du local de charge de la cellule 2.

CONSIDÉRANT que la stratégie de défense incendie repose notamment sur les poteaux incendie et qu'il convient de s'assurer de leur accessibilité ;

CONSIDÉRANT que, dans son courrier du 17 janvier 2024, l'exploitant n'a pas communiqué d'information concernant la matérialisation au sol des aires de stationnement des engins de secours ;

CONSIDÉRANT que le site dispose bien de 4 poteaux incendie et que le plan sur lequel apparaît leur emplacement a été mis à jour en conséquence ;

CONSIDÉRANT que seul un poteau n'est finalement concerné par les problématiques liées à la présence du parking servant de zone de confinement des eaux d'extinction ;

CONSIDÉRANT que les arguments présentés par l'exploitant dans son courrier du 17 janvier 2024 concernant l'accessibilité du poteau incendie situé en bordure du parking servant de zone de rétention des eaux d'extinction n'ont pas fait l'objet de l'accord du SDIS ;

CONSIDÉRANT que l'entretien des différents moyens de lutte et de protection contre l'incendie est essentiel à la bonne gestion d'un événement accidentel ;

CONSIDÉRANT que les anomalies relevées dans le rapport de contrôle du sprinklage de 2023 ne sont pas mentionnées dans le rapport de contrôle du 14/03/2024 et sont donc considérées comme corrigées ;

CONSIDÉRANT que le rapport de contrôle du sprinklage du 14/03/24 relève :

- qu'une fuite de gazoil au niveau du moteur B1 est en cours de traitement ;
- que la fuite d'huile sur le moteur B2 est en attente de réparation ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant a transmis la commande HSE_2024_3₂ du 07/03/24 relative au traitement de ces fuites ;

CONSIDÉRANT que, selon les informations communiquées dans son courrier du 17 janvier 2024, l'exploitant a engagé des démarches pour mettre en conformité son système de détection et d'alarme incendie et que les travaux devraient débuter en mars 2024 pour une durée de 3 mois environ ;

CONSIDÉRANT que dans son courrier du 17 janvier 2024, l'exploitant a précisé que le projet VRD 2025 intègre notamment :

- les recherches sur l'emplacement du réseau d'alimentation du bassin ;
- la mise en place d'une nouvelle canalisation et une alimentation électrique pour la mise en place d'un clapet automatique de remplissage avec flotteur ;
- l'éventuelle réutilisation des eaux récupérées par le système de confinement ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant n'a pas communiqué le planning détaillé des travaux associés ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant n'a pas transmis d'éléments concernant le contrôle du débit délivré en simultané par les poteaux incendie ;

CONSIDÉRANT qu'il convient d'assurer la bonne gestion des eaux d'extinction incendie afin de réduire le risque de pollution et de sur-accident ;

CONSIDÉRANT que, selon le courrier du 17 janvier 2024, le projet VRD 2025 intègre notamment des travaux concernant la mise aux normes des moyens de gestion des eaux d'extinction ;

CONSIDÉRANT qu'à ce titre l'exploitant étudie 3 solutions distinctes mais que son choix n'est, à l'heure actuelle, pas arrêté ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant s'est engagé à mener les travaux de VRD en 2025, de manière à privilégier, pour l'année 2024, les travaux relatifs au désenfumage ;

CONSIDÉRANT que ces manquements constituent des non-conformités à la réglementation ;

CONSIDÉRANT qu'il convient de faire application de l'article L. 171-8-I du Code de l'environnement en mettant en demeure la société ATELIERS LR ETANCO de respecter les dispositions issues des articles 1.4 §I.1, 1.4§I.2, 5, 8, 3.3.2, 11, 12, 13 et 17 de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 susvisé afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que la société ATELIERS LR ETANCO a fait part de ses observations dans son courriel du 17 janvier 2024, sur le projet d'arrêté de mise en demeure ;

SUR PROPOSITION du Secrétaire général de la préfecture des Yvelines,

ARRÊTE

Article 1^{er} : La société ATELIERS LR ETANCO, pour son installation située 9, rue du clos Reine à Aubergenville (78410), est mise en demeure de respecter les dispositions fixées aux points 1.4 §I.1 et 1.4§I.2 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 **sous un délai de 3 mois** à compter de la notification du présent arrêté :

- faisant figurer sur l'état des stocks, au moins pour les matières dangereuses, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie ;
- réalisant un état des stocks synthétique intelligible par les pouvoirs publics (nature et quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque cellule, et typologie des dangers associés).

Article 2 : La société ATELIERS LR ETANCO, pour son installation située 9, rue du clos Reine à Aubergenville (78410), est mise en demeure de respecter les dispositions fixées au point 8 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 en séparant les matières qui sont de nature à aggraver un incendie, en particulier les aérosols et les produits inflammables, des autres matières, dans une cellule distincte, celle dédiée aux matières

dangereuses faisant l'objet d'aménagements spécifiques comportant des moyens adaptés de prévention et de protection aux risques, de la manière suivante :

- sous un délai d'**un mois** à compter de la notification du présent arrêté : stockage des produits aérosols dans une armoire grillagée adaptée au sein de l'allée 3X de la cellule C3 ;
- puis, sous un délai de **6 mois** à compter de la notification du présent arrêté : stockage des produits aérosols et inflammables dans un local coupe-feu 2h dédié au sein de la cellule 4.

Article 3 : La société ATELIERS LR ETANCO, pour son installation située 9, rue du clos Reine à Aubergenville (78410), est mise en demeure de respecter les dispositions fixées au point 17 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 :

- en séparant, **sous un délai d'un mois** à compter de la notification du présent arrêté, les zones de charge des batteries des zones de stockages.

Article 4 : La société ATELIERS LR ETANCO, pour son installation située 9, rue du clos Reine à Aubergenville (78410), est mise en demeure de respecter les dispositions fixées au point 3.3.2 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 sous un délai de **3 mois** à compter de la notification du présent arrêté :

- en s'assurant auprès du service d'incendie et de secours, de :
 - l'accessibilité au poteau incendie actuellement situé à proximité du parking servant également de zone de confinement des eaux d'extinction ;
 - la pertinence de la localisation de l'aire de stationnement des engins de secours prévue pour le raccordement à ce poteau incendie situé en bordure du parking servant de zone de rétention des eaux incendie ;
- en apposant une matérialisation au sol pour identifier clairement les aires de stationnements des engins de secours ;
- en fixant les mesures organisationnelles permettant de libérer ces aires en cas de sinistre avant l'arrivée des services d'incendie et de secours.

Article 5 : La société ATELIERS LR ETANCO, pour son installation située 9, rue du clos Reine à Aubergenville (78410), est mise en demeure de respecter les dispositions fixées au point 5 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 en :

- transmettant, sous un délai d'**un mois** à compter de la notification du présent arrêté, le bon de commande pour la réalisation des actions correctives nécessaires à la levée des anomalies relevées dans le rapport de contrôle de 2022 du système de désenfumage ;
- en procédant, sous un délai de **10 mois** à compter de la notification du présent arrêté, aux actions correctives nécessaires à la levée des anomalies relevées dans le rapport de contrôle de 2022 du système de désenfumage et aux travaux nécessaires pour assurer que
 - la surface utile des exutoires n'est pas inférieure à 2 % de la superficie de chaque canton de désenfumage ;
 - la distance entre le point bas de l'écran et le point le plus près du stockage n'est pas inférieure à 0,5 mètre ;
- en affichant, sous un délai de **3 mois** à compter de la notification du présent arrêté, le plan de répartition des cantons de désenfumage dans la cellule 4. »

Article 6 : La société ATELIERS LR ETANCO, pour son installation située 9, rue du clos Reine à Aubergenville (78410), est mise en demeure de respecter les dispositions fixées au point 12 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 :

- en s'assurant, **sous un délai d'un mois** à compter de la notification du présent arrêté, que l'alarme incendie est audible en tout point de l'entrepôt.
- en procédant, **sous un délai de 3 mois** à compter de la notification du présent arrêté, aux actions correctives nécessaires à la levée des anomalies relevées dans le rapport de contrôle de 2022 du système de détection et d'alarme incendie.

Article 7 : La société ATELIERS LR ETANCO, pour son installation située 9, rue du clos Reine à Aubergenville (78410), est mise en demeure de respecter les dispositions fixées au point 13 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 **sous un délai de 3 mois** à compter de la notification du présent arrêté, en :

- procédant au contrôle du débit simultané délivré par l'ensemble des poteaux incendie ;
- équipant la réserve incendie d'un moyen pour évaluer le volume d'eau disponible ;
- définissant une méthode de remplissage de la réserve incendie.

Article 8 : La société ATELIERS LR ETANCO, pour son installation située 9, rue du clos Reine à Aubergenville (78410), est mise en demeure de respecter les dispositions fixées au point 11 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017, en

- mettant en œuvre, sous un délai de **3 mois** à compter de la notification du présent arrêté, les actions nécessaires afin d'empêcher l'écoulement des eaux d'extinction incendie dans les locaux à risques situés au sous-sol ;
- procédant, sous un délai de **12 mois** à compter de la notification du présent arrêté, aux travaux nécessaires au confinement des eaux d'extinction incendie.

Article 9 : En cas de non-respect des obligations prévues aux articles 1 à 8 du présent arrêté dans le délai prévu par ce même article, des sanctions seront arrêtées, indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées à l'encontre de l'exploitant conformément à l'article L.171-8 du Code de l'environnement.

Article 10 : La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction (articles L.171-11 et L.521-20 du Code de l'environnement). Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Versailles, dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du Code de justice administrative, à savoir dans le délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté. La juridiction peut être saisie au moyen de l'application Télérecours Citoyen (<https://www.telerecours.fr/>).

Article 11 : Le présent arrêté sera notifié à la société ATELIERS LR ETANCO et publié au recueil des actes administratifs du département des Yvelines.

Copie en sera adressée au :

- au secrétaire général de la préfecture des Yvelines,
- au sous-préfet de Mantes-la-Jolie,
- au maire d'Aubergenville,

- à la directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France, chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Versailles, le 22 avril 2024

Pour le Préfet et par délégation
Pour la Directrice et par subdélégation,
L'adjointe à la cheffe de l'unité
départementale,



Marielle MUGUERRA